

**AFIN DE STABILISER LE PRIX DU POULET**

# Les produits avicoles exonérés des droits de douanes et de la TVA

**Les intrants et les produits finis de la filière avicole seront exonérés des droits de douanes et de la TVA. Prise par le gouvernement, cette décision intervient dans le but d'alléger l'effet de la flambée des prix des aliments de bétail sur les prix des produits avicoles, notamment le poulet.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir) -** «La communauté nationale s'engage à travers les pouvoirs publics à sauvegarder la filière avicole en exonérant les aliments de bétails, notamment le maïs et le soja des droits de douanes et de la TVA», a déclaré le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Rachid Benaïssa, ce jeudi, lors de la réunion du Conseil interprofessionnel de la filière, à Alger. Une décision qui rentrera en vigueur du 1<sup>er</sup> septembre prochain jusqu'au 1<sup>er</sup> août 2013.

Les différents acteurs de la filière avicole bénéficieront égale-

ment de l'éligibilité aux différents dispositifs de crédits bancaires (Rfig, Ettahadi et crédit fédératif) à taux zéro.

«Ces facilités financières visent à influencer sur le prix de revient du poulet et par la même sur son prix final. Les prix seront, en premier lieu, stabilisés avant d'aller progressivement vers une baisse», explique le ministre.

Toujours dans le but de protéger le pouvoir d'achat du citoyen, il n'écarte pas la possibilité de prendre d'autres mesures.

Les professionnels ont, pour leur part, affirmé leur engagement collectif à travers une charte pour



Objectif : une production de qualité à un prix accessible.

la structuration et la modernisation de l'aviculture. Pour le ministre, la restructuration de

l'aviculture doit garantir «au moins 50% de la production». Il plaide ainsi pour l'élargissement

de la triangulaire (éleveur, gérants d'abattoirs et fabricants d'aliments de bétail) et la création de GIC (groupements d'intérêts communs).

Benaïssa a assuré, en outre, que son département est prêt pour accompagner les aviculteurs pour des besoins de formation, d'orientation et de gestion. «C'est le meilleur soutien», dit-il.

Des solutions qui s'inscrivent toutes dans l'amélioration d'une production de qualité et d'un prix accessible.

Le ministre rappelle, par ailleurs, l'importance de la filière qui compte 35 000 producteurs, plus de 100 000 postes d'emploi permanents et 300 000 autres non permanents. «Le chiffre d'affaires de la filière dépasse 1,5 milliard de dollars», précise-t-il encore.

R. N.

**L'ALGÉRIE OBTIENT GAIN DE CAUSE**

## Le démantèlement tarifaire reporté à 2020

**Le démantèlement tarifaire prévu en 2017 entre l'Algérie et l'Union européenne dans le cadre de l'accord d'association est reporté à 2020, notamment pour les produits industriels.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) -** Revendiqué par l'Algérie, ce report, qui a été entériné par un accord sur la révision du calendrier du démantèlement tarifaire, survient en vertu d'un accord auquel les deux parties sont parvenues jeudi après deux ans de consultations. Selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères, cet accord prendra effet à partir du 1<sup>er</sup> septembre prochain.

Ainsi, le nouveau calendrier «prévoit notamment un report jusqu'en 2020 de la levée des barrières tarifaires pour une large gamme de produits industriels importés par notre pays», précise le communiqué. Dans son volet agricole, l'accord stipule également «un réaménagement de certains contingents

préférentiels de l'UE pour les produits agricoles et produits agricoles transformés», selon la même source. Il s'agit de 36 contingents agricoles à l'importation en Algérie qui bénéficient de franchise de douanes, qui seront désormais supprimés ou réaménagés.

**Le report favorable aux entreprises algériennes**

Fin 2010, l'Algérie avait demandé de décaler de trois années le calendrier de démantèlement tarifaire des produits importés de l'Europe communautaire, motivant sa requête par le besoin d'accorder une période supplémentaire aux entreprises algériennes afin de se préparer à la concurrence accrue qui sera imposée avec la création de la zone de libre-échange algéro-européenne. L'accord d'association, mis en œuvre en 2005, prévoit, en effet, le démantèlement graduel de deux listes de produits européens à l'importation en Algérie, dont l'une sera complètement démantelée en 2012 et l'autre en 2017, année de l'entrée en vigueur de la

zone de libre-échange. Mais le même document accorde en parallèle aux deux parties la possibilité de geler de trois années l'application de ce démantèlement si les échanges commerciaux sont déséquilibrés et profitent seulement à une seule partie.

**Moins de pertes pour le Trésor**

D'autre part, ce décalage de la date butoir devrait permettre à l'Algérie d'éviter une perte de 8,5 milliards de dollars de recettes de Trésor d'ici à 2017, si elle avait maintenu en vigueur le démantèlement tarifaire des produits importés de l'UE. C'est ce qui ressort des estimations officielles basées sur une simulation avec une facture constante des importations en provenance de l'UE sur la période allant de 2010, date du gel par l'Algérie du processus de démantèlement, à 2017. Certains experts évaluent le manque à gagner de l'Algérie depuis l'entrée en vigueur de l'accord d'association avec l'UE en 2005 à quelque 2,5 milliards de dollars annuellement. Le démantèlement tarifaire avec l'UE

a déjà eu pour conséquence une perte de recettes pour le Trésor équivalente à 3 milliards de dollars, avançant en avril dernier le ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement, Mohamed Benmeradi. Mais depuis le gel du démantèlement, l'Algérie a pu réaliser un gain de 11,3 milliards de dinars (152 millions de dollars) en droits de douanes depuis septembre 2010, selon une estimation des Douanes algériennes.

**Des échanges déséquilibrés depuis 2005**

De 2005 à 2011, les pays de l'UE ont exporté vers l'Algérie près de 100 milliards de dollars de biens et services, avec une moyenne annuelle de 20 milliards de dollars.

A contrario, les exportations algériennes hors hydrocarbures vers le marché européen n'ont pas totalisé 5 milliards de dollars sur la même période, selon les chiffres qu'il a fournis.

C. B.

## Droit de réponse de l'APAB

Nous avons été interpellés par les propos rapportés dans l'article paru dans votre édition du jeudi 16 août 2012, et qui avait pour titre «L'association des producteurs accuse, les producteurs répondent : polémique sur le prix de l'eau minérale».

A cet effet, nous faisons valoir notre droit de réponse et vous demandons de l'insérer en lieu et place de la parution de l'article susmentionné. Ci-dessous le contenu de notre réaction :

«Les membres de notre association — Association des producteurs algériens de boissons — ont pris connaissance, avec beaucoup d'incompréhension, de l'article paru dans les colonnes de votre édition du jeudi 16 août courant, intitulé «l'association des producteurs accuse, les producteurs répondent : polémique sur le prix de l'eau minérale» et qui reprend notamment des déclarations, étonnamment affirmatives, faites par le président de la Fédération algérienne des consommateurs.

La gravité des accusations portées par le président de la Fédération algérienne des consommateurs et la légèreté avec laquelle elles sont proférées à l'encontre d'une corporation sont déconcertantes.

Pas seulement, la façon dont la réaction de nos représentants, en l'occurrence messieurs Hamani et Bouattou respectivement

président et vice-président, est réduite jusqu'à la vider de sa substance, nous laisse perplexes et confirme l'orientation subjective de votre article.

Les membres de notre association, producteurs d'eaux embouteillées (eaux minérales et eaux de source) n'ont certainement pas augmenté leur prix pendant ce mois de Ramadan. Ce n'est d'ailleurs pas une pratique de notre corporation qui, bien au contraire, a toujours affiché des promotions commerciales durant le mois de Ramadan et la période estivale.

Le prix de l'eau embouteillée est, faut-il le rappeler, connu pour avoir été l'un des plus assidus pendant près de deux décennies, tandis que le prix des intrants a connu des hausses avoisinant les 300%, et notamment le prix du PET qui nous sert à fabriquer la préforme des bouteilles et le bouchon.

Aussi, comme le président de la Fédération algérienne des consommateurs doit le savoir, la mise sur le marché de produits de qualité nécessite, en amont, des investissements matériels et immatériels (mise à niveau des laboratoires, choix de technologies propres, maintenance et renouvellement des lignes de production, formation, etc.). La seule augmentation de prix opérée par les producteurs date de plu-

sieurs mois et représente 1,6 DA/bouteille d'un litre et demi, soit moins de 10 DA/fardeau de six bouteilles.

A ce titre, nous invitons le président de la Fédération algérienne des consommateurs à faire un exercice de benchmark pour comparer les prix des eaux conditionnées en Algérie à ceux pratiqués dans les pays voisins. Le prix d'une bouteille d'eau en Algérie est de loin le plus bas au Maghreb, ce qui permet, d'ailleurs, à la production nationale d'être compétitive et de se placer plus aisément sur de nombreux marchés extérieurs.

Toutes velléités de spéculation par les autres intervenants de la chaîne de distribution, allant jusqu'à priver le consommateur des promotions qui lui sont offertes par les producteurs, ne sont certainement pas du ressort de la responsabilité de ces derniers.

Ce rôle de veille du marché de détail devrait être pleinement assumé et assuré par les associations de protection du consommateur, qui déploient une réelle présence sur le marché afin d'en appréhender tous les tenants et les aboutissants.

Par ailleurs, le président de la Fédération des consommateurs affirme que l'eau conditionnée n'est rien d'autre qu'une eau potable. Ce type d'accusation, dénué de tout argumentaire scientifique ou preuve

tangible, traduit un amateurisme certain de la part de son auteur. Il aurait suffi de se rapprocher du ministère des Ressources en eau ou de notre association pour constater le nombre et la nature des structures intervenant dans le contrôle de qualité des eaux, avant la délivrance de la concession et durant l'exploitation de la source concédée.

Il s'agit là d'un travail élémentaire de documentation et de recherche qui devrait précéder toute publication et qui aurait épargné au consommateur et à notre profession, des propos irresponsables et sans fondements.

Cette légèreté d'attitude est d'autant plus condamnable que le président de la Fédération algérienne des consommateurs est également responsable d'un organisme de contrôle et de certification, et, à ce titre, ne peut ignorer la réglementation régissant la production d'eaux embouteillées.

En définitive, il est bon de rappeler que cette même Fédération, qui jette injustement aujourd'hui le discrédit sur la qualité de nos produits, était ravie, à plusieurs reprises, de bénéficier, à sa demande insistante, de soutiens pécuniaires concédés par nos membres pour le financement de ses activités.»

Alger, le 16 août 2012